

LE VODUN EST-IL PLUS FAVORABLE A LA CONTRACEPTION ? ANALYSE COMPARATIVE DES COMPORTEMENTS CONTRACEPTIFS DES JEUNES DU COUFFO AU BENIN

AVOCE Josephat^{1*}, MASAMANDANG Christabel², ACHADE Sènoudé Germaine Pulchérie¹, CHATIGRE Jérôme Coovi³, MONTCHO Biwègnon Mariette⁴, AMOUZOUVI Dodji Alexis Hippolyte⁵

¹ Organisation pour le Service et la Vie (OSV)

² Bien-être et Dignité Féminine (BeDiF)

³ Groupe de Recherche, d'Action et de Formation en Épidémiologie et en Développement (GRAFED)

⁴ Réseau Ouest-Africain des Jeunes Femmes Leaders (ROAJELF)

⁵ Laboratoire d'Analyse et de Recherche, Religions, Espaces et Développement / Université d'Abomey-Calavi (LARRED/UAC)

javoce@osvjordan.org

Organisation pour le Service et la Vie (OSV),
Cotonou, Bénin , +2290196721539

Résumé

Au Bénin, l'influence de la religion sur la contraception reste mal comprise. Cette étude compare les connaissances, attitudes et pratiques contraceptives des jeunes du Couffo selon la religion. Une enquête transversale (2026) a porté sur 851 jeunes de 18-24 ans des six communes du département, répartis en cinq groupes religieux ; analyses bivariées (chi-carré, ANOVA) et régression logistique binaire. Les adeptes du Vodun affichent l'usage actuel le plus élevé (43,9 %), les musulman·e·s les connaissances et l'usage les plus faibles, les évangéliques une connaissance élevée mais l'attitude la plus réservée ; le « refus religieux » reste un motif marginal de non-usage (1,5 %). Après ajustement, les écarts entre groupes s'effacent au profit du statut matrimonial, du genre et de l'âge : la religion pèse moins en soi que par les profils sociodémographiques associés. Les différences de connaissances et d'attitudes propres à chaque confession justifient des interventions adaptées à chaque tradition.

Mots-clés : contraception ; religion ; Vodun ; islam ; christianisme évangélique ; jeunes ; Couffo ; Bénin.

Abstract

In Benin, the influence of religion on contraceptive behaviour remains poorly understood. This study compares contraceptive knowledge, attitudes and practices among young people in Couffo by religious affiliation. A cross-sectional survey was conducted in 2026 among 851 young people aged 18 to 24 across the department's six communes, grouped into five religious categories, using bivariate analyses (chi-square, ANOVA) and binary logistic regression. Vodun adherents reported the highest current use (43.9%), Muslims the lowest knowledge and use, and Evangelicals high knowledge but the most reserved attitude; « religious refusal » as a reason for non-use remained marginal (1.5%). After adjustment, differences between religious groups disappeared in favour of marital status, sex and age: religion weighs less in itself than through the sociodemographic profiles associated with it. The confession-specific differences in knowledge and attitudes nonetheless warrant interventions tailored to each tradition rather than a monolithic reading of the religion/contraception opposition.

Keywords: contraception; religion; Vodun; Islam; Evangelical Christianity; youth; Couffo; Benin.

Introduction

L'accès à la contraception et aux services de santé sexuelle et reproductive (SSR) constitue un enjeu majeur de santé publique en Afrique subsaharienne, où près d'une jeune fille sur trois âgée de 15 à 19 ans déclare un besoin contraceptif non satisfait (United Nations, 2022 ; INSAE & ICF, 2019). Au-delà des barrières d'offre et de coût, les normes socioculturelles, et notamment religieuses, jouent un rôle déterminant dans les comportements contraceptifs (Agadjanian, 2013 ; Heaton, 2011 ; McKinnon et al., 2008). Cette influence reste cependant mal saisie par les approches monolithiques qui opposent religion et contraception sans distinguer les configurations confessionnelles ni les degrés d'intériorisation des prescriptions.

Le Bénin présente à cet égard un terrain d'investigation particulièrement riche. Le pays se caractérise par une diversité religieuse remarquable où coexistent les traditions afro-

béninoises (au premier rang desquelles la religion du Vodun, tradition spirituelle majeure du sud du pays), les confessions chrétiennes (catholicisme, protestantisme historique et christianisme évangélique en forte expansion depuis les années 1990) et l'islam (Mayrargue, 2004 ; Strandsbjerg, 2005). Loin d'être étanches, ces traditions se chevauchent fréquemment dans les pratiques individuelles, ce que la sociologie religieuse ouest-africaine désigne sous le terme de « pluralisme religieux pratique ». Dans le département du Couffo, situé dans le sud-ouest du pays et historiquement ancré dans l'aire culturelle Adja, la religion du Vodun reste vivace tandis que les Églises évangéliques se sont rapidement implantées au cours des trois dernières décennies (Tall, 1995).

Cette diversité confessionnelle se déploie dans un contexte sanitaire préoccupant qui justifie une attention spécifique. Le département du Couffo enregistre l'une des plus faibles prévalences contraceptives modernes du pays - de l'ordre de 4,5 % chez les femmes en union - pour un besoin non satisfait en planification familiale estimé à 37,7 %, parmi les plus élevés du Bénin (INSAE & ICF, 2019). Cette vulnérabilité se conjugue à une forte exposition aux unions et grossesses précoces : au titre de l'année 2024, le tableau de bord social sur la protection de l'enfant recense, dans le Couffo, 47 mariages d'enfants et 55 grossesses précoces (OFFE, 2025). Dans un département où le Vodun demeure la tradition majoritaire et où les Églises évangéliques connaissent une expansion rapide, comprendre la manière dont l'appartenance religieuse module les comportements contraceptifs des jeunes constitue un préalable à toute intervention de santé publique culturellement ajustée.

Les positions doctrinales sur la contraception varient sensiblement selon les traditions. Le catholicisme romain reste officiellement opposé aux méthodes artificielles depuis l'encyclique *Humanae Vitæ* (1968), tout en tolérant les méthodes naturelles (Caldwell & Caldwell, 1987). Le christianisme

évangélique adopte des positions hétérogènes, certaines Églises valorisant une forte natalité au nom du « croissez et multipliez », d'autres acceptant la régulation des naissances dans le cadre conjugal (Pew Research Center, 2010). L'islam, dans ses interprétations majoritaires sunnites, autorise la contraception dans le mariage, suivant les avis classiques d'al-Ghazali, mais condamne l'avortement après l'animation du fœtus (Omran, 1992). Le Vodun, sans doctrine codifiée centralement, articule un rapport pragmatique à la fertilité, où la régulation des naissances peut être pensée à travers des dispositifs rituels et des savoirs traditionnels (Falen, 2016). À ces positions s'ajoute l'effet de la sociabilité religieuse - fréquentation des lieux de culte, exposition aux prêches, contrôle communautaire - qui peut renforcer ou atténuer les prescriptions formelles (Goldscheider, 1971).

Cadre théorique

L'analyse des liens entre religion et comportements reproductifs s'appuie sur trois hypothèses classiques, formalisées par Goldscheider (1971) et régulièrement reprises depuis. L'hypothèse des caractéristiques postule que les écarts confessionnels ne traduisent pas la religion en elle-même, mais la distribution inégale, entre groupes, de propriétés sociodémographiques - instruction, milieu, statut matrimonial - qui déterminent réellement le recours à la contraception ; l'effet religieux est alors appelé à s'effacer après ajustement. L'hypothèse de la théologie particularisée soutient à l'inverse que certaines doctrines exercent un effet propre et durable, en prescrivant ou en proscrivant explicitement la régulation des naissances. L'hypothèse du groupe minoritaire, enfin, prévoit que l'appartenance à une minorité religieuse peut accroître ou réduire l'usage contraceptif selon le sentiment d'insécurité statutaire et les stratégies de mobilité sociale (McKinnon et al., 2008).

À ces mécanismes doctrinaux s'ajoute la religiosité vécue, distincte de la simple affiliation déclarée : la fréquence de pratique, l'exposition aux prêches et le contrôle communautaire médiatisent la portée des prescriptions formelles (Agadjanian, 2013). Le présent travail mobilise ce cadre pour déterminer si les contrastes confessionnels observés au Couffo relèvent d'un effet doctrinal propre ou d'un simple effet de composition sociodémographique, et pour éclairer la position singulière du Vodun, tradition dépourvue de doctrine centralement codifiée.

Plusieurs travaux récents en Afrique de l'Ouest ont documenté l'effet de la religion sur l'usage de la contraception, avec des résultats parfois contradictoires : certains relèvent une moindre prévalence chez les musulmans (Westoff & Bietsch, 2015 ; Rossier et al., 2014), d'autres soulignent que cet effet disparaît après ajustement sur l'instruction et le milieu de résidence (Casterline et al., 2001). Au Bénin, peu d'études quantitatives ont distingué finement les sous-groupes confessionnels, en particulier les chrétiens évangéliques des autres dénominations chrétiennes, ou les adeptes du Vodun comme catégorie analytique à part entière. La présente étude poursuit deux objectifs : (i) comparer les connaissances, attitudes et pratiques contraceptives des jeunes du Couffo selon cinq groupes confessionnels (Vodun, musulmans, évangéliques, autres chrétiens, autres traditions) ; (ii) identifier les configurations différenciées qui en résultent pour orienter des interventions confessionnellement informées dans le cadre du Projet Miitchité.

Matériel et méthodes

Type, cadre et période de l'étude

Étude transversale, descriptive et analytique, conduite dans le département du Couffo entre janvier et mars 2026 dans le cadre

de l'étude de base du Projet Miitchité. Toutes les communes du département (Aplahoué, Djakotomey, Dogbo, Klouékanmè, Lalo et Toviklin) ont été incluses.

Population et échantillonnage

La population cible était constituée des jeunes de 18 à 24 ans révolus, résidant dans le département depuis au moins six mois et ayant donné leur consentement éclairé écrit. La taille de l'échantillon a été calculée selon la formule de Schwartz (1996) pour une proportion attendue de 50 %, un seuil de confiance de 95 % et une précision de 5 %, ajustée pour les effets de grappe et les non-réponses, puis répartie au prorata de la population jeune communale. L'échantillon final s'établit à 851 répondants, sélectionnés par échantillonnage à plusieurs degrés combinant le tirage des sites (établissements scolaires et marchés) et la sélection systématique des répondants.

Variables d'intérêt

La variable d'exposition principale est la religion déclarée, recueillie en cinq modalités correspondant aux options du questionnaire : chrétienne évangélique, autre chrétienne (incluant catholiques, protestants historiques et autres dénominations), musulmane, religion du Vodun, autre religion. Cette dernière catégorie résiduelle agrège des traditions hétérogènes et est interprétée avec prudence dans la suite de l'analyse.

Les variables de résultat sont organisées en trois domaines :

Connaissance : score additif des avantages de la planification familiale (Q31, 6 items, niveaux Faible / Moyen / Élevé) ; score additif des méthodes contraceptives connues (Q32, 10 items) ; statut légal de l'avortement au Bénin (Q38) ; connaissance d'un service légal d'avortement (Q41).

Attitudes : non-discrimination dans l'accès aux services SSR (Q42) ; participation des hommes aux décisions contraceptives (Q43) ; sécurité des méthodes modernes (Q45) ; droit des jeunes filles non mariées à la contraception (Q46).

Pratiques : usage antérieur (Q57) et actuel (Q59) d'une méthode contraceptive ; raison principale du non-usage (Q61), avec une attention particulière à la modalité « Refus par la religion ».

Analyse statistique

Les données ont été apurées puis analysées avec le logiciel SPSS version 27 (IBM Corp.). Les variables qualitatives, présentées en effectifs et pourcentages, ont été comparées par le test de chi-carré de Pearson ou le test exact de Fisher (effectifs théoriques < 5) ; les scores additifs continus, par analyse de variance à un facteur (ANOVA). L'effet propre de la religion sur le recours à la contraception a en outre été estimé par régression logistique binaire (méthode Entrée), ajustée sur le genre, l'âge, le niveau d'instruction, le statut matrimonial et le milieu de résidence, et exprimée en rapports de prévalence ajustés (RP) avec intervalle de confiance à 95 % ; la commune a été écartée de ces modèles en raison d'une séparation quasi complète des données. Le seuil de signification a été fixé à $p < 0,05$. L'ordre de présentation des groupes confessionnels privilégie une logique sociologique (Vodun, musulmans, évangéliques, autres chrétiens, autres traditions) afin de mettre en relief les contrastes les plus significatifs.

Considérations éthiques

L'étude a obtenu l'autorisation des Directions Départementales de la Santé et de l'Enseignement Secondaire du Couffo. Le consentement éclairé a été recueilli auprès de chaque répondant. La confidentialité a été assurée par anonymisation et accès restreint aux fichiers analytiques. La sensibilité des

questions sur la religion et la sexualité a fait l'objet d'une attention particulière dans la formation des enquêteurs.

Résultats

Distribution confessionnelle de l'échantillon

Sur 851 répondants, les chrétien·ne·s évangéliques forment le groupe le plus représenté (n=297 ; 34,9 %), devant les autres chrétien·ne·s (n=270 ; 31,7 %), les adeptes du Vodun (n=198 ; 23,3 %), les autres traditions (n=51 ; 6,0 %) et les musulman·e·s (n=35 ; 4,1 %). Cette distribution reflète la spécificité de l'aire culturelle adja-fon du sud-ouest, marquée par l'ancrage du Vodun et l'expansion des Églises évangéliques.

Connaissance de la planification familiale : un net effet de l'appartenance religieuse

Le score moyen de connaissance des avantages de la planification familiale (sur 6) varie significativement selon la religion ($F=7,34$; $p<0,001$) : il s'échelonne de 2,86 chez les musulman·e·s à 4,22 chez les évangéliques, les adeptes du Vodun (3,94) et les autres chrétien·ne·s (4,01) occupant une position intermédiaire (Figure 1A). Le contraste entre musulmans et évangéliques - 1,36 point sur une échelle de 6 - est particulièrement marqué. Le score de connaissance des méthodes contraceptives (sur 10) suit une hiérarchie comparable ($F=6,38$; $p<0,001$), des musulman·e·s (2,97) aux évangéliques (4,31) (Figure 1B).

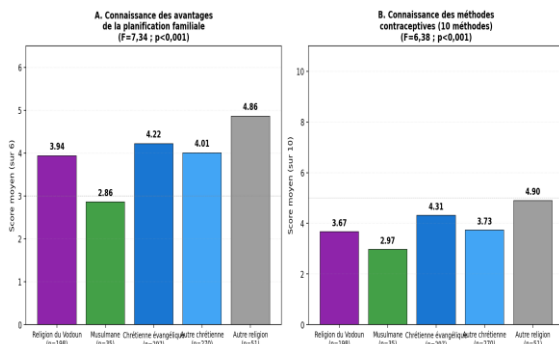


Figure 1. Scores moyens de connaissance des avantages de la planification familiale (panel A) et des méthodes contraceptives (panel B) par religion (n=851).

La répartition par niveau de connaissance (Figure 2) met en évidence une polarisation marquée. Près d'un·e jeune musulman·e sur deux (45,7 %) se situe au niveau Faible, contre un quart des évangéliques (24,2 %) et des autres chrétien·ne·s (25,9 %) et près d'un tiers des adeptes du Vodun (31,8 %). À l'autre extrémité, 54,2 % des évangéliques atteignent le niveau Élevé, contre 46,0 % des adeptes du Vodun et seulement 25,7 % des musulman·e·s ($\chi^2=28,69$; $p<0,001$).

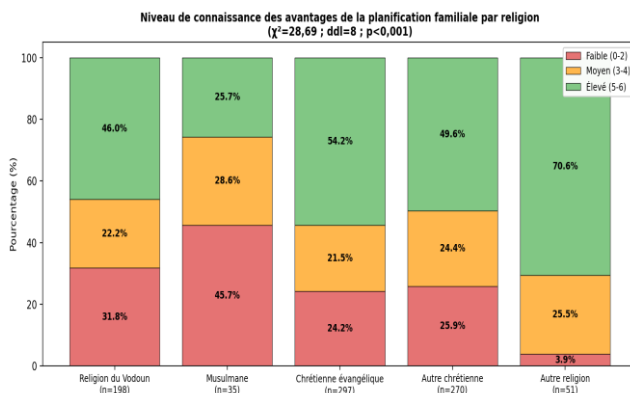


Figure 2. Niveau de connaissance des avantages de la planification familiale par religion (n=851).

Une attitude plus réservée chez les évangéliques sur les méthodes modernes

L'adhésion au principe de non-discrimination dans l'accès aux services SSR (Q42) et à la participation des hommes aux décisions contraceptives (Q43) est quasi unanime (>97 %). Deux items révèlent en revanche des contrastes nets (Figure 3). L'idée que « les méthodes modernes ne sont pas dangereuses pour la santé » (Q45) recueille une adhésion variable ($p=0,037$), la plus basse chez les évangéliques (79,5 %) et la plus haute chez les musulman·e·s (91,4 %) : les évangéliques affichent ainsi l'attitude la plus réservée alors qu'ils détiennent le meilleur score de connaissance, dissociation qui mérite attention.

Le second item discriminant, l'idée qu'« une jeune fille non mariée peut utiliser une méthode contraceptive » (Q46), donne un test fortement significatif ($p<0,001$). L'écart provient du seul groupe « autre religion » (78,4 % d'accord), nettement en retrait des quatre traditions principales, toutes au-dessus de 93 %. Sur cette dimension, ces dernières convergent - un point d'appui pour des interventions communes.

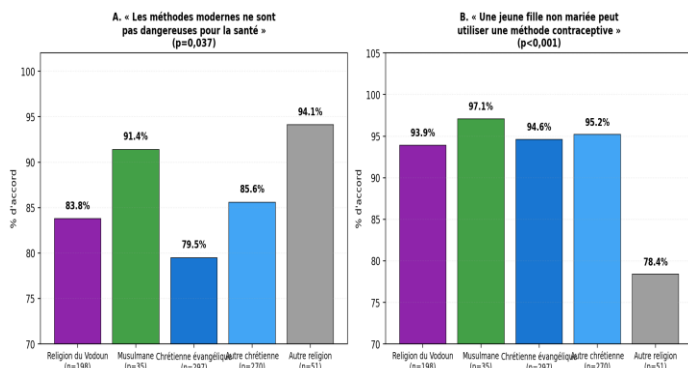


Figure 3. Attitudes selon la religion : sécurité des méthodes modernes (panel A) et droit d'usage des jeunes filles non mariées (panel B).

Pratiques contraceptives : le paradoxe des trajectoires

L'usage antérieur d'une méthode contraceptive (Q57) varie significativement selon la religion ($\chi^2=19,45$; $p=0,013$) : 51,5 % chez les Vodun, 47,4 % chez les autres chrétiens, 40,7 % chez les évangéliques et 28,6 % chez les musulman·e·s. L'usage actuel (Q59) suit une hiérarchie comparable sans atteindre le seuil de signification ($\chi^2=5,06$; $p=0,282$) : Vodun 43,9 %, autres chrétiens 38,9 %, évangéliques 36,7 %, musulman·e·s 28,6 % (Figure 4).

Trois constats émergent. D'abord, les adeptes du Vodun affichent l'usage actuel le plus élevé parmi les quatre traditions identifiables, malgré une connaissance théorique légèrement inférieure à celle des évangéliques. Ensuite, les évangéliques présentent une dissociation entre une connaissance forte et un usage modeste (36,7 %), possible effet d'une norme communautaire de réserve. Enfin, les musulman·e·s cumulent la connaissance et l'usage les plus faibles - mais le petit effectif (n=35) impose la prudence.

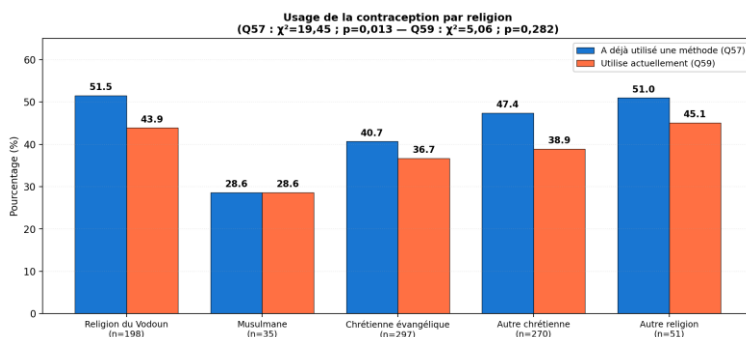


Figure 4. Usage antérieur (Q57) et actuel (Q59) de la contraception selon la religion.

Le « refus religieux » : une raison marginale

Interrogés sur leur principale raison de non-usage (Q61), les non-utilisateurs invoquent surtout des motifs liés au

comportement sexuel (« pas sexuellement actif/ve » et « pas de partenaire » totalisent 55,8 % des réponses) et à la perception du risque (« peur des effets secondaires », 19,3 %). Le « refus par la religion » n'est cité que par 13 répondants sur 851 (1,5 %), avec une concentration relative chez les évangéliques (5 cas) et les Vodun (4 cas) et aucune mention chez les musulman·e·s. Le refus religieux explicite n'est donc pas un déterminant majeur du non-usage à l'échelle départementale, mais sa répartition confessionnelle non triviale indique qu'il pèse différemment selon les groupes (Tableau I).

Tableau I. Synthèse des indicateurs de connaissance, attitudes et pratiques contraceptives par religion (n=851)

Indicateur	Vodun (n=198)	Musulm. (n=35)	Évang. (n=297)	Autre chr. (n=270)	p
Connaissance					
Score moyen avantages PF (sur 6)	3,94	2,86	4,22	4,01	<0,001
Score moyen méthodes (sur 10)	3,67	2,97	4,31	3,73	<0,001
Niveau de connaissance PF Élevé (%)	46,0	25,7	54,2	49,6	<0,001
Sait où obtenir un service légal d'avortement (%)	79,3	60,0	84,8	84,8	<0,01
Attitudes					
Méthodes modernes non dangereuses (% d'accord)	83,8	91,4	79,5	85,6	0,037
Jeune fille non mariée peut utiliser (% d'accord)	93,9	97,1	94,6	95,2	<0,001*
Pratiques					

A déjà utilisé une méthode contraceptive (%)	51,5	28,6	40,7	47,4	0,013
Utilise actuellement une méthode (%)	43,9	28,6	36,7	38,9	0,282
Refus religieux comme raison de non-usage (n)	4	0	5	2	-

Source : Étude de base du Projet Miitchité, 2026. Le groupe « autre religion » (n=51) est exclu du tableau pour plus de clarté. * Significativité tirée de l'écart avec cette catégorie (78,4 %).

Connaissance du recours légal à l'avortement

La connaissance d'un lieu où obtenir un service légal et sécurisé d'avortement (Q41) varie elle aussi selon la religion : les chrétien·ne·s (évangéliques et autres, 84,8 % chacun) devancent les adeptes du Vodun (79,3 %) et, nettement, les musulman·e·s (60,0 %). Cet écart de près de 25 points, dans un contexte où la loi de 2021 a élargi l'accès à l'ITVG médicalisée, signale un déficit de pénétration de l'information juridique au sein de cette communauté minoritaire, qu'expliquent en partie ses caractéristiques sociodémographiques.

Analyse multivariée : l'effet propre de la religion sur le recours à la contraception

Pour estimer l'effet propre de la religion une fois neutralisés les facteurs confondants, deux régressions logistiques binaires ont été ajustées sur l'usage antérieur (Q57) puis l'usage actuel (Q59). Chaque modèle inclut la religion (référence : évangéliques) et les confondants genre, âge,

instruction, statut matrimonial et milieu. La commune n'a pu être introduite, le taux d'usage y atteignant une séparation quasi complète (98,9 % à Toviklin contre 15,8 % à Lalo). Le Tableau II rapporte les rapports de prévalence ajustés (RP), leurs intervalles de confiance à 95 % et les tests de Wald.

Tableau II. Déterminants du recours à la contraception (usage antérieur et usage actuel) : rapports de prévalence ajustés issus de deux régressions logistiques binaires (n=851)

Variable	Usage antérieur - RP ajusté [IC 95 %]	p	Usage actuel - RP ajusté [IC 95 %]	p
Religion (Wald : antérieur p=0,086 ; actuel p=0,641)				
Chrétienne évangélique (réf.)	1	–	1	–
Religion du Vodun	1,25 [0,84-1,86]	0,266	1,04 [0,70-1,55]	0,843
Musulmane	0,72 [0,32-1,65]	0,438	0,74 [0,32-1,69]	0,476
Autre chrétienne	1,56 [1,09-2,25]	0,015	1,23 [0,85-1,76]	0,272
Autre religion	1,50 [0,78-2,88]	0,221	1,29 [0,67-2,46]	0,450
Genre (p<0,001 ; p<0,001)				
Femme (réf.)	1	–	1	–
Homme	2,32 [1,67-3,21]	<0,001	2,80 [2,02-3,88]	<0,001
Tranche d'âge (p<0,001 ; p<0,001)				
18-19 ans (réf.)	1	–	1	–
20-21 ans	2,37 [1,65-3,40]	<0,001	2,10 [1,46-3,00]	<0,001
22-24 ans	2,59 [1,72-3,88]	<0,001	2,65 [1,78-3,97]	<0,001
Niveau d'instruction (p<0,001 ; p=0,007)				
Secondaire 2nd cycle et + (réf.)	1	–	1	–
Aucun	1,26 [0,78-2,03]	0,350	1,27 [0,79-2,05]	0,323

Primaire	1,26 [0,81-1,98]	0,308	1,03 [0,66-1,62]	0,886
Secondaire premier cycle	0,40 [0,26-0,61]	<0,001	0,52 [0,34-0,80]	0,003
Statut matrimonial (p<0,001 ; p=0,002)				
Célibataire (réf.)	1	–	1	–
En union	11,71 [3,42-40,09]	<0,001	3,47 [1,57-7,71]	0,002
Milieu de résidence (p=0,546 ; p=0,366)				
Urbain (réf.)	1	–	1	–
Rural	0,90 [0,65-1,25]	0,546	0,86 [0,62-1,19]	0,366

Le résultat le plus marquant est que l'association entre religion et contraception, nette en analyse bivariée, s'efface largement après ajustement. Pour l'usage actuel, l'effet global de la religion devient non significatif (Wald $p=0,641$) : aucune confession ne se distingue plus des évangéliques une fois pris en compte le genre, l'âge, l'instruction, le statut matrimonial et le milieu. Pour l'usage antérieur, l'effet global n'atteint plus le seuil (Wald $p=0,086$) ; seule la catégorie « autre chrétienne » conserve un avantage significatif (RP=1,56 ; IC95 % [1,09-2,25]). L'avantage apparent du Vodun et le retrait des musulman·e·s disparaissent : ils étaient portés par les caractéristiques sociodémographiques associées à la confession, non par la religion elle-même.

Les déterminants robustes du recours à la contraception sont, par ordre d'importance, le statut matrimonial, le genre et l'âge. Être en union accroît fortement la probabilité d'usage (usage antérieur : RP=11,71 ; IC95 % [3,42-40,09] ; usage actuel : RP=3,47 ; IC95 % [1,57-7,71]). Les hommes déclarent un recours plus élevé que les femmes (RP=2,32 puis 2,80 ; $p<0,001$), ce qui renvoie vraisemblablement au poids du préservatif masculin. Le recours croît avec l'âge (22-24 ans vs 18-19 ans : RP=2,59 puis 2,65). L'instruction agit de façon non

linéaire, le secondaire premier cycle étant associé à un moindre recours (RP=0,40 puis 0,52) ; le milieu n'a pas d'effet propre. Les deux modèles sont globalement significatifs (khi-deux omnibus=134,1 et 103,1 ; ddl=12 ; $p<0,001$; R^2 de Nagelkerke=0,195 et 0,155).

Discussion

Cette étude met en évidence des trajectoires confessionnelles différenciées en matière de connaissances, attitudes et pratiques contraceptives chez les jeunes du Couffo. Loin d'opposer simplement religion et contraception, les données révèlent des configurations propres à chaque tradition, qui appellent une analyse fine et des réponses programmatiques adaptées.

La trajectoire Vodun : pragmatisme et usage élevé

Les adeptes du Vodun affichent l'usage actuel le plus élevé parmi les quatre traditions identifiables (43,9 %), pour un score de connaissance pourtant légèrement inférieur à celui des chrétien·ne·s. Ce paradoxe invite à lire le rapport du Vodun à la contraception comme pragmatique plutôt que doctrinal : l'absence d'instance centralisée d'autorité, la pluralité des couvents et des prêtrises et l'inscription de la fertilité dans une cosmologie négociée par des dispositifs rituels y laissent une autonomie individuelle plus large que dans les religions à doctrine codifiée (Falen, 2016). Plusieurs travaux ethnographiques relèvent d'ailleurs, dans le sud-Bénin, la coexistence sans contradiction perçue entre savoirs traditionnels de régulation des naissances et adoption de méthodes modernes.

La trajectoire musulmane : un déficit cumulatif

Les jeunes musulman·e·s cumulent les indicateurs les moins favorables : score de connaissance le plus bas (2,86/6), niveau Faible majoritaire (45,7 %), usage actuel le plus modeste

(28,6 %) et plus faible connaissance des recours légaux à l'avortement (60,0 %). Ce profil rejoint les observations faites dans plusieurs pays sahéliens où la communauté musulmane reste sous-desservie par les services de SSR (Westoff & Bietsch, 2015 ; Rossier et al., 2014). Il tient probablement moins à un refus doctrinal - la doctrine islamique majoritaire admet la contraception conjugale (Omran, 1992 ; Roudi-Fahimi, 2004) - qu'à un déficit d'accès et d'information ciblée, lié à la concentration rurale et à la moindre scolarisation des filles. Le très petit effectif (n=35) impose toutefois la plus grande prudence.

La trajectoire évangélique : la dissociation savoir-attitude

Les chrétien·ne·s évangéliques présentent un profil singulier : ils détiennent le score de connaissance le plus élevé (4,22/6), mais affichent l'attitude la plus réservée à l'égard de la sécurité des méthodes modernes (79,5 %) et un usage actuel modeste (36,7 %). Cette dissociation entre savoir, attitude et pratique rejoint les observations faites dans d'autres contextes africains, où les Églises de réveil entretiennent un rapport ambivalent à la contraception (Pew Research Center, 2010 ; Kavas & Thornton, 2013) : la connaissance n'est pas refusée, mais l'usage est encadré par un discours de prudence - crainte des effets secondaires, défiance envers les méthodes promues par les acteurs internationaux. Le « refus religieux » explicite restant rare (5 cas sur 297), la norme évangélique semble opérer par auto-régulation plus que par interdiction.

La trajectoire des autres chrétiens : une position intermédiaire

Les jeunes se déclarant d'« autre confession chrétienne » (catholiques, protestants historiques) occupent une position intermédiaire : connaissance modérée (4,01/6), attitude plus favorable que les évangéliques sur la sécurité des méthodes (85,6 %) et usage actuel intermédiaire (38,9 %). Ce profil reflète

une religiosité moins prescriptive sur la sphère reproductive et illustre l'écart, bien documenté en Afrique francophone, entre la doctrine officielle restrictive du catholicisme et les pratiques individuelles (Caldwell & Caldwell, 1987). Cette position en fait un groupe d'appui potentiel pour le plaidoyer, capable de relayer entre les évangéliques plus réservés et les groupes les plus utilisateurs.

Implications programmatiques

Trois implications opérationnelles découlent de ces constats pour le Projet Miitchité. Premièrement, l'approche communautaire ne peut être uniforme : les leaders religieux doivent être mobilisés différemment selon les traditions. Avec les responsables Vodun, l'enjeu est de capitaliser sur le pragmatisme existant en sécurisant les pratiques (orientation vers les structures formelles, prévention des produits dangereux). Avec les imams, la priorité est l'investissement informationnel et la mobilisation des arguments doctrinaux favorables à la contraception conjugale et à la santé maternelle. Avec les pasteurs évangéliques, le travail porte sur la dédramatisation des effets secondaires ; avec les responsables catholiques, sur l'autonomie de conscience et le dialogue conjugal.

Deuxièmement, les interventions de communication doivent reconnaître la pluralité confessionnelle pratique des jeunes du Couffo, où il est fréquent de fréquenter une Église chrétienne tout en participant à des cérémonies Vodun familiales. Une stratégie qui présenterait la contraception moderne comme contradictoire avec les valeurs traditionnelles risque de manquer son public, de même qu'une stratégie purement biomédicale ignorant l'ancrage spirituel des décisions reproductives.

Troisièmement, le travail spécifique en direction de la communauté musulmane doit être renforcé. La sous-

représentation de cette communauté dans l'échantillon (4,1 %) ne doit pas conduire à la négliger : ses indicateurs cumulés très défavorables désignent au contraire une cible prioritaire d'équité.

Au-delà de ces orientations, l'étude possède une portée opérationnelle directe pour le Projet Miitchité, qui cible 240 adolescent·e·s et jeunes et 54 leaders religieux comme agents de changement, et touche indirectement plusieurs milliers de bénéficiaires à travers les collèges, les marchés et les centres d'apprentissage du département. En établissant, par confession, des valeurs de référence sur la connaissance, l'attitude et l'usage contraceptifs, elle fournit une ligne de base désagrégée au regard de laquelle l'évaluation finale de 2028 pourra mesurer la réduction des écarts entre groupes. Elle objective enfin un frein structurel décisif : seules 22,0 % des structures communales disposent d'une ligne budgétaire dédiée à la santé sexuelle et reproductive des jeunes, ce qui érige le plaidoyer pour le financement public en levier complémentaire des interventions confessionnelles.

Forces et limites

Cette étude bénéficie d'un échantillon de 851 jeunes couvrant les six communes du département et autorise une analyse confessionnelle stratifiée rarement conduite à cette échelle au Bénin ; la distinction entre chrétiens évangéliques et autres chrétiens, plus fine que dans la plupart des enquêtes nationales, en constitue une plus-value. Plusieurs limites doivent néanmoins être soulignées. Le faible effectif musulman (n=35) limite la précision des estimations le concernant, qui restent exploratoires. L'appartenance religieuse repose sur une unique question d'auto-identification, qui ne capte ni la fréquence de pratique ni l'intensité d'adhésion doctrinale, alors que ces dimensions médiatisent vraisemblablement une part de l'effet observé. La nature transversale du dispositif interdit toute inférence causale. Enfin, l'analyse multivariée n'a pu intégrer la

commune, en raison d'une séparation quasi complète des taux d'usage (Toviklin ≈ 99 %) ; une part de la variabilité territoriale demeure donc non neutralisée, que des modèles à effets aléatoires ou à estimation pénalisée permettraient d'intégrer.

Conclusion et recommandations

L'analyse confessionnelle des connaissances, attitudes et pratiques contraceptives chez les jeunes du Couffo révèle non pas un effet uniforme de la religion, mais quatre trajectoires distinctes : pragmatique chez les Vodun, déficitaire chez les musulmans, dissociée chez les évangéliques, intermédiaire chez les autres chrétiens. Le « refus religieux » comme raison explicite de non-usage reste marginal (1,5 %), ce qui invite à dépasser une lecture monolithique de l'opposition religion/contraception. Les leviers d'action sont confessionnellement spécifiques et peuvent être formulés ainsi :

- construire des partenariats différenciés avec les leaders religieux des quatre traditions principales, en tenant compte de leurs configurations doctrinales et organisationnelles propres ;
- investir prioritairement dans la communauté musulmane du département, qui cumule les indicateurs les moins favorables, à travers des relais culturellement adaptés (imams, leaders féminins, écoles coraniques sensibilisées) ;
- développer avec les Églises évangéliques un travail spécifique de dédramatisation des effets secondaires et de soutien à la décision conjugale, à partir des cadres doctrinaux qu'elles mobilisent ;
- capitaliser sur le pragmatisme Vodun en sécurisant les pratiques existantes et en renforçant l'orientation vers les structures formelles ;
- intégrer dans les évaluations à mi-parcours et finales du Projet Miitchité un suivi désagrégé par appartenance

religieuse, permettant de mesurer la convergence ou la persistance des écarts ;

- approfondir par des études qualitatives les mécanismes par lesquels les normes religieuses se traduisent en attitudes et en pratiques, au-delà de la simple déclaration confessionnelle.

Au-delà de sa contribution scientifique, cette étude revêt une utilité sociale immédiate. En substituant à une lecture monolithique de l'opposition entre religion et contraception une cartographie fine des trajectoires confessionnelles, elle met à la disposition des leaders religieux, des acteurs communautaires et des décideurs locaux un outil de dialogue dépolarisé, susceptible d'atténuer la stigmatisation qui entoure la santé sexuelle et reproductive des jeunes. Elle sert ainsi l'objectif d'équité du Projet Miitchité : faire en sorte qu'aucune communauté - à commencer par la minorité musulmane, la plus défavorisée - ne demeure à l'écart de l'information et des services, et que les normes religieuses se transforment en ressources de mobilisation plutôt qu'en barrières.

Références bibliographiques

AGADJANIAN Victor, 2013, « Religious Denomination, Religious Involvement, and Modern Contraceptive Use in Southern Mozambique », in *Studies in Family Planning*, Vol. 44, N°3, pp. 259-274

CALDWELL John C. & CALDWELL Pat, 1987, « The cultural context of high fertility in sub-Saharan Africa », in *Population and Development Review*, Vol. 13, N°3, pp. 409-437

CASTERLINE John B., SATHAR Zeba A. & HAQUE Minhaj ul, 2001, « Obstacles to contraceptive use in Pakistan: a study in Punjab », in *Studies in Family Planning*, Vol. 32, N°2, pp. 95-110

FALEN Douglas J., 2016, « Vodún, Spiritual Insecurity, and Religious Importation in Benin », in *Journal of Religion in Africa*, Vol. 46, N°4, pp. 453-483

GOLDSCHIEDER Calvin, 1971. *Population, Modernization, and Social Structure*, Little, Brown and Company, Boston

HEATON Tim B., 2011, « Does religion influence fertility in developing countries? », in *Population Research and Policy Review*, Vol. 30, N°3, pp. 449-465

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE L'ANALYSE ÉCONOMIQUE (INSAE) & ICF, 2019. *Enquête démographique et de santé au Bénin (EDSB-V) 2017-2018*, INSAE & ICF, Cotonou

KAVAS Serap & THORNTON Arland, 2013, « Adjustment and hybridity in Turkish family change: perspectives from developmental idealism », in *Journal of Family History*, Vol. 38, N°2, pp. 223-241

MAYRARGUE Cédric, 2004, « Trajectoires et enjeux contemporains du pentecôtisme en Afrique de l'Ouest », in *Critique internationale*, N°22, pp. 95-109

McKINNON Sarah, POTTER Joseph E. & GARRARD-BURNETT Virginia, 2008, « Adolescent fertility and religion in Rio de Janeiro, Brazil in the year 2000: the role of Protestantism », in *Population Studies*, Vol. 62, N°3, pp. 289-303

OBSERVATOIRE DE LA FAMILLE, DE LA FEMME ET DE L'ENFANT (OFFE), 2025. *Tableau de bord social sur la protection de l'enfant au titre de l'année 2024*, Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance, Cotonou

OMRAN Abdel Rahim, 1992. *Family Planning in the Legacy of Islam*, Routledge, Londres

PEW RESEARCH CENTER, 2010. *Tolerance and Tension: Islam and Christianity in Sub-Saharan Africa*, Pew Research Center, Washington

- ROSSIER Clémentine, SENDEROWICZ Leigh & SOURA Abdramane**, 2014, « Do natural methods count? Underreporting of natural contraception in urban Burkina Faso », in *Studies in Family Planning*, Vol. 45, N°2, pp. 171-182
- ROUDI-FAHIMI Farzaneh**, 2004. *Islam and Family Planning*, Population Reference Bureau, Washington
- SCHWARTZ Daniel**, 1996. *Méthodes statistiques à l'usage des médecins et des biologistes*, 4e éd., Flammarion Médecine-Sciences, Paris
- STRANDBJERG Camilla**, 2005, « Continuité et rupture dans les représentations du pouvoir politique au Bénin entre 1972 et 2001. Du militaire-marxiste au démocrate-pasteur », in *Cahiers d'études africaines*, Vol. 45, N°177, pp. 71-94
- TALL Emmanuelle Kadya**, 1995, « De la démocratie et des cultes voduns au Bénin », in *Cahiers d'études africaines*, Vol. 35, N°137, pp. 195-208
- UNITED NATIONS, DEPARTMENT OF ECONOMIC AND SOCIAL AFFAIRS, POPULATION DIVISION**, 2022. *World Family Planning 2022: Meeting the Changing Needs for Family Planning*, United Nations, New York
- WESTOFF Charles F. & BIETSCH Kristin**, 2015. *Religion and Reproductive Behavior in Sub-Saharan Africa*, DHS Analytical Studies No. 48, ICF International, Rockville